RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 21603
Numéro SIREN : 832 151 369
Nom ou dénomination : AB&Co

Ce dépôt a été enregistré le 21/06/2018 sous le numéro de dépôt 44370



20180443702017

DATE DEPOT : 21/06/2018

N° DE DEPOT : 44370

N° GESTION : 2017B21603

N° SIREN : 832151369

DENOMINATION : AB&Co

ADRESSE : 15 rue de Chabrol 75010 Paris

MILLESIME : 2017

.

AB&Co
Société par actions simplifiée au capital de 6.334.888 €
Siège social : Paris (75010) – 15 rue de Chabrol
832 151 369 RCS Paris

PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES
EN DATE DU 2 NOVEMBRE 2017

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Comptes annuels déposés le :
26 JUIN 2018
Sous le N°
44370

PROCES-VERBAL

L'an deux mille dix-sept, le 2 novembre,

LES SOUSSIGNÉS :

- Elige Capital, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé à Lyon (69002), 72 rue du Président Edouard Herriot, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 809 972 581 RCS Lyon, représentée par la société Elige Gestion, elle-même représentée par Emmanuelle Cappello, dûment habilité et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes (ci-après, "Elige").

- Monsieur Benjamin DEVISCOURT, né le 14 juin 1977 à Annecy (74), de nationalité française, demeurant 19, rue Pierre Fontaine – 75009 Paris,

- Monsieur Arthur GEORGES, né le 22 juillet 1975 à Bourg-en-Bresse, de nationalité française, demeurant 134, rue du Temple – 75003 Paris,

- Monsieur Xavier COPPEE, né le 17 juin 1977 à VALENCIENNES, de nationalité française, demeurant au 103, rue du Général Leclerc – 92270 BOIS COLOMBES,

- Madame Nathalie VAUCLIN, née le 8 août 1978 à PARIS, de nationalité française, demeurant au 5, rue des Chennevières - 95890 HEDOUVILLE,

- Monsieur Julien MAGNIER, né le 10 juillet 1981 à CONFLANS SAINTE HONORINE, de nationalité française, demeurant au 119, rue HENRI BARBUSSE - 92110 CLICHY.

Titulaires de la totalité du capital et des droits de vote de la société AB&Co, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé à Paris (75010) – 15 rue de Chabrol, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 832 151 369 RCS Paris (ci-après, la "Société").

ONT PRIS LES DÉCISIONS CI-APRÈS RAPPORTÉES DANS L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- Fixation de la rémunération de Monsieur Arthur Georges en qualité de Président de la Société ;
-
- Fixation de la rémunération de Monsieur Arthur Georges en qualité de Directeur des Ressources humaines d'AB&Co et de ses filiales ;

- Fixation de la rémunération de Monsieur Benjamin Deviscourt en qualité de Directeur Général de la Société ;

- Fixation de la rémunération de Madame Nathalie Vauclin en qualité de Directrice Générale de la Société ;

- Fixation de la rémunération de Madame Nathalie Vauclin en qualité de Directrice commerciale et du développement de la Société et de ses filiales ;

JM EC
XC BP

- pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

PREMIERE DECISION

*Fixation de la rémunération de Monsieur Arthur Georges en qualité de Président de la Société*

La collectivité des associés de la Société décide d'accorder à Monsieur Arthur Georges, au titre de ses fonctions de Président de la Société, une rémunération fixe brute annuelle d'un montant de six mille euros (6 000) euros.

*Fixation de la rémunération de Monsieur Arthur Georges en qualité de Directeur ressources humaines*

La collectivité des associés de la Société décide d'accorder à Monsieur Arthur Georges, au titre de ses fonctions de Directeur des Ressources humaines de la Société et ses filiales une rémunération fixe annuelle incluant charges sociales et patronales représentant un coût global pour la Société de quatre-vingt douze mille neuf cent quarante (92.940) euros, payable sur douze (12) mois, au *prorata temporis*, à compter de la date de signature des présentes.

Monsieur Arthur Georges aura droit également au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME DECISION

Par dérogation à la précédente décision, la collectivité des associés de la Société décide d'accorder :

pour la période du 12 octobre 2017 au 31 décembre 2017 à Monsieur Arthur Georges, au titre de ses fonctions de Directeur des Ressources humaines de la Société et ses filiales et de président une rémunération incluant charges sociales et patronales représentant un coût global pour la Société de quatorze mille deux cent cinquante cinq (14 255) euros ;

pour la période du 1er janvier 2018 au 31 mars 2018 à Monsieur Arthur Georges, au titre de ses fonctions de Directeur des Ressources humaines de la Société et ses filiales et de président une rémunération incluant charges sociales et patronales représentant un coût global pour la Société de quarante mille six cent quinze (40 615) euros.

Monsieur Arthur Georges aura droit également au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

Il est entendu qu'à compter du 1er avril 2018, Monsieur Arthur Georges sera rémunéré conformément aux dispositions de la première décision du présent procès-verbal.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME DECISION

*Fixation de la rémunération de Monsieur Benjamin Devincourt en qualité de Directeur Général de la Société*

JM BD

La collectivité des associés de la Société décide d'accorder à Monsieur Benjamin Deviscourt, au titre de ses fonctions de Directeur Général de la Société, une rémunération fixe annuelle incluant charges sociales et patronales représentant un coût global pour la Société de quarante-huit mille (48.000) euros, payable sur douze (12) mois, au *prorata temporis*, à compter de la date de signature des présentes.

Monsieur Benjamin Deviscourt aura droit également au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME DECISION

Par dérogation à la précédente décision, la collectivité des associés de la Société décide d'accorder :

pour la période du 12 octobre 2017 au 31 décembre 2017 à Monsieur Benjamin Deviscourt, au titre de ses fonctions de Directeur Général de la Société, une rémunération fixe annuelle incluant charges sociales et patronales représentant un coût global pour la Société de treize mille deux cent soixante quinze (13.275) euros ;

pour la période du 1er janvier 2018 au 31 mars 2018, à Monsieur Benjamin Deviscourt, au titre de ses fonctions de Directeur Général de la Société, une rémunération fixe annuelle incluant charges sociales et patronales représentant un coût global pour la Société de quatorze mille trois cent quarante cinq (14 345) euros.

Monsieur Arthur Georges aura droit également au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

Il est entendu qu'à compter du 1er avril 2018, Monsieur Benjamin Deviscourt sera rémunéré conformément aux dispositions de la troisième décision du présent procès-verbal.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME DECISION

*Fixation de la rémunération de Madame Nathalie Vauclin en qualité de Directrice Générale de la Société*

La collectivité des associés de la Société décide d'accorder à Madame Nathalie Vauclin, au titre de ses fonctions de Directeur Général de la Société, une rémunération fixe brute annuelle d'un montant de six mille euros (6.000) euros, payable sur douze (12) mois, au *prorata temporis*, à compter de la date de signature des présentes.

*Fixation de la rémunération de Madame Nathalie Vauclin en qualité de Directrice commerciale et du développement de la Société*

La collectivité des associés de la Société décide d'accorder à Madame Nathalie Vauclin, au titre de ses fonctions de Directrice commerciale et du développement de la Société, une rémunération fixe brute annuelle d'un montant de soixante-treize mille deux cents euros (73.200) euros, payable sur douze (12) mois, au *prorata temporis*, à compter de la date de signature des présentes.

Par ailleurs, la collectivité des associés de la Société décide d'accorder à Madame Nathalie Vauclin, au titre de ses fonctions de Directeur Général de la Société, une rémunération variable (commission commerciale et prime sur objectif) telle que définie dans le Pacte d'Associés.

Madame Nathalie Vaudin aura droit également au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* *

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de la Société et l'ensemble des associés de la Société.

Monsieur Arthur Georges
Président et Associé de la Société

*Signature :*

Monsieur Benjamin Daviscourt
Associé de la Société

*Signature :*

Madame Nathalie Vaudin
Associé de la Société

*Signature :*

Monsieur Xavier Coppée
Associé de la Société

*Signature :*

Monsieur Julien Magnier
Associé de la Société

*Signature :*

Elige Capital
Représentée par Madame Emmanuelle Cappello
Associé de la Société

*Signature :*

ABCo
Société par actions simplifiée au capital de 6.334.888 €
Siège social : Paris (75010) – 15 rue de Chabrol
832 151 369 RCS Paris

# RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT EN DATE DU 22 MAI 2018

Mesdames, Messieurs,

Nous vous rendons compte de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes qui vous sont présentés sont conformes à la réglementation en vigueur.

Pour votre information, il vous a été envoyé avec le présent rapport tous les documents prescrits par la loi, à savoir :

- les états de synthèse (bilan, compte de résultats et annexes)
- le texte des résolutions soumises à votre approbation.

## 1. Activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Conformément aux dispositions de l'article R.225-113 du Code de commerce, je vous donne ci-après toutes indications sur la marche des affaires sociales de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Je vous rappelle que notre Société a été constituée le 14 septembre 2017 et a essentiellement pour objet une activité de holding.

Les différentes opérations du 12 octobre 2017 ont eu pour effet l'acquisition par voie de cession et/ou d'apport, de la totalité du capital social et des droits de vote de la société AB Korp, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé à Paris (75010) – 15 rue de Chabrol, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 502 809 189 RCS Paris.

## 2. Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun événement significatif n'est survenu depuis la clôture des comptes au 31 décembre 2017.

## 3. Prises de participation ou de contrôle

Notre société a racheté 100 % des actions de la société AB Korp SAS, le 12 octobre 2017.

## 4. Comptes-rendu de l'activité et des résultats des filiales au cours de l'exercice écoulé

AB KORP

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 couvrant la période du 1er avril 2017 au 31 décembre 2017 s'est élevé à 1 835 794 euros.

Le bénéfice après impôt sur les sociétés s'établit à 713 953 € contre 260 377 lors du précédent exercice, clos le 31 mars 2017.

AB REPORT

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a réalisé un chiffre d'affaires (hors taxes) d'un montant de 3 165 564 euros contre 2 947 827 euros l'année précédente, soit une progression de 5,5 % contre 12,4 % en 2016.

Le résultat d'exploitation fait apparaître un bénéfice de 313 180 euros contre 394 083 euros lors du précédent exercice.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel de 2 101 euros et d'un impôt sur les bénéfices de 78 311 euros, le résultat net de l'exercice dégage un bénéfice de 238 575 euros.

5. Activité de la Société en matière de recherche et de développement

La Société n'a pas engagé de programme de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Tableaux relatifs aux retards de paiement

Voir tableaux en annexe jointe.

6. Évolution prévisible de la situation de la Société et perspectives d'avenir

Compte tenu de notre activité de holding, nos perspectives sont calquées sur celles de nos filiales et notamment le développement d'AB Report.

7. Approbation des charges et dépenses somptuaires

Il n'y a pas eu de charges ou dépenses somptuaires visées à l'article 39.4 du Code Général des impôts.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, il n'a été procédé à aucune réintégration de frais généraux visés à l'article 39.5 du Code général des impôts.

8. Proposition d'affectation du résultat

L'exercice clos se traduit par un résultat net 867 761,28 euros que nous vous proposons d'affecter de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| ◦ Dotation à la réserve légale | 43 388,06 euros |
| ◦ Dotation à la réserve spéciale | 0 euros |
| ◦ Solde affecté en totalité au compte "autres réserves" | 824 373,22 euros |
| Total égal au bénéfice de l'exercice | 867 761,28 euros |

Monsieur Arthur Georges
Président de la Société AB&Co

*Signature :*

ANNEXE : Tableaux relatifs aux retards de paiement

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

| | Article D441-1.I.1er: Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| (A) Tranches de retard de paiement | | | | | | |
| Nombre de factures | 1 | | | | | |
| Montant total des factures concernées (TTC) | - | - | 1 200 | - | - | 1 200 |
| Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC) | | | 0,93% | | | 0,93% |
| (B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | Néant | | | | | |
| Montant total des factures exclues (TTC) | Néant | | | | | |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuels ou délai légal - Article L.441-6 ou article L.443-2 du code de commerce | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Délais contractuels : 30 jours | | | | | |

Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

| | Article D441-1.2e: Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| (A) Tranches de retard de paiement | | | | | | |
| Nombre de factures | 2 | | | | | |
| Montant total des factures concernées (TTC) | 30 800 | 25 626 | - | - | - | 56 326 |
| Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC) | 44,90% | 35,38% | | | | 80,35% |
| (A) Tranches de retard de paiement | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | Néant | | | | | |
| Montant total des factures exclues (TTC) | Néant | | | | | |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuels ou délai légal - Article L.441-6 ou article L.443-2 du code de commerce | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Délais contractuels : 30 jours | | | | | |

altésis

EXEMPLAIRE CLIENT

# AB&Co

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Premier exercice de 3 mois clos le 31 décembre 2017

altésis
AUDIT

Bureau de Lyon
11, chemin des Anciennes
Vignes - 69410 Champagne
au Mont d'Or - France
Tel : + 33 (0) 4 72 171 171
Fax : + 33 (0) 4 72 171 170
contact-lyon@altesis.fr

Aux associés,

## 1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AB&Co relatifs au premier exercice de trois mois clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2. Fondement de l'opinion

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 14 septembre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## 3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2017 s'établit à 10 845 milliers d'euros sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note b) Titres de participation et titres immobilisés de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles établies par la direction générale.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

## 4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

## 5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

## 6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Champagne au Mont d'Or, le 24 mai 2018

Le Commissaire aux Comptes

ALTESIS
Isabelle Koenig

# BILAN ACTIF

## Actif

| Rubriques | Montant brut | Dépréciation | Montant net N | Montant net N-1 |
|---|---|---|---|---|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 10 844 893 | | 10 844 893 | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 100 | | 100 | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| **Actif immobilisé** | **10 844 993** | | **10 844 993** | |
| Stocks de matières premières, d'approvisionnements | | | | |
| Stocks d'en-cours de production de biens | | | | |
| Stocks d'en-cours production de services | | | | |
| Stocks produits intermédiaires et finis | | | | |
| Stock de marchandises | | | | |
| Avances, acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 56 827 | | 56 827 | |
| Autres créances | 18 626 | | 18 626 | |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| *Dont actions propres* | | | | |
| Disponibilités | 95 682 | | 95 682 | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| **Actif circulant** | **171 134** | | **171 134** | |
| **Frais d'émission d'emprunts à étaler** | | | | |
| **Prime de remboursement des obligations** | | | | |
| **Ecart de conversion (actif)** | | | | |
| **TOTAL** | **11 016 127** | | **11 016 127** | |

# BILAN PASSIF

## Passif

| Rubriques | Montant net N | Montant net N-1 |
|---|---|---|
| Capital social ou individuel | 6 334 888 | |
| *Dont versé* | *6 334 888* | |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| *Dont écart d'équivalence* | | |
| Réserve légale | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours | | |
| Autres réserves | | |
| *Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants* | | |
| Report à nouveau | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 867 761 | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | 4 165 | |
| **Capitaux propres** | **7 206 814** | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| **Autres fonds propres** | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| **Provisions pour risques et charges** | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 3 761 137 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| *Dont emprunts participatifs* | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 4 066 | |
| Dettes fiscales et sociales | 44 110 | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| Dettes | **3 809 313** | |
| **Ecart de conversion (passif)** | | |
| **TOTAL** | **11 016 127** | |

# COMPTE DE RESULTAT

| Rubriques | France | Export | Montant N | Montant N-1 |
|---|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 58 939 | | 58 939 | |
| **Chiffre d'affaires net** | **58 939** | | **58 939** | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges | | | | |
| Autres produits | | | | |
| **Produits d'exploitation** | | | **58 939** | |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variations de stock (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 17 931 | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 949 | |
| Salaires et traitements | | | 38 977 | |
| Charges sociales | | | 14 302 | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | |
| Autres charges | | | | |
| **Charges d'exploitation** | | | **72 159** | |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | | | **(13 220)** | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| Produits financiers de participation | | | 900 000 | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| **Produits financiers** | | | **900 000** | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 11 899 | |
| Différences négatives de change | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| **Charges financières** | | | 11 899 | |
| **RÉSULTAT FINANCIER** | | | 888 101 | |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS** | | | 874 881 | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| **Produits exceptionnels** | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | 4 165 | |
| **Charges exceptionnelles** | | | 4 165 | |
| **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL** | | | (4 165) | |
| **Participation des salariés au résultat de l'entreprise** | | | | |
| **Impôt sur les bénéfices** | | | 2 955 | |
| **TOTAL DES PRODUITS** | | | 958 939 | |
| **TOTAL DES CHARGES** | | | 91 178 | |
| **BÉNÉFICE OU PERTE** | | | 867 761 | |

# PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et de l'indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**a) Titres de participation et titres immobilisés**

Les titres sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition, de souscription ou d'apport. Les frais d'acquisition y afférents (droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'acte) sont enregistrés dans le prix d'acquisition des titres.

Les titres sont en principe classés:

- En "Titres de participations" (rubrique du bilan "Autres participations") lorsque les investissements réalisés représentent au moins 10% du capital des sociétés concernées;
- En autres "Autres titres immobilisés" dans les autres cas dès lors qu'ils sont destinés à être conservés durablement.

A la clôture d'un exercice, la valeur d'inventaire de chaque ligne de participation est appréciée et comparée avec le coût de revient des titres concernés.

La valeur d'inventaire est définie comme la valeur des avantages économiques futurs attendus par leur utilisation. Elle est généralement calculée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés, mais une méthode mieux adaptée peut être retenue le cas échéant, telle que les valeurs issues de transactions récentes ou la quote-part de situation nette.

Si la valeur comptable des titres est supérieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée pour la différence.

La société détient 100 % des actions de sa filiale AB KORP acquis le 12/10/2017 pour une valeur de 10 844 853 euros.

Les autres titres immobilisés concernent des parts Banque Populaire acquis pour 100 euros.

**b) Créances et dettes**

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**c) Autres informations significatives**

La holding SAS AB&Co a été créée le 14/09/2017 et la clôture de son premier exercice social est le 31/12/2017.

Son capital initial de 100 € souscrit par ELIGE CAPITAL, a été porté à la somme de 6 334 888 € (6 334 888 actions de valeur nominale 1 euros) par :
- La création de nouvelles actions d'un montant de 2 379 900 euros,
- La création d'actions en rémunération des apports d'actions AB KORP par les deux anciens associés pour un montant de 3 954 888 euros.

**d) Entreprises liées**

La SAS AB&Co est actionnaire unique d'AB KORP SAS.

AB&Co a une créance de 56 827 euros sur la société AB KORP au 31/12/2017.

**e) Engagements donnés**

En garantie des emprunts contractés, AB&Co a donné, au profit des banques créancières, un nantissement des titres de la société AB Report.

# IMMOBILISATIONS

## Augmentations

| Rubriques | Valeur brute début d'exercice | Augmentations par réévaluation | Acquisitions, apports, création, virements |
|---|---|---|---|
| Frais d'établissement et de développement | | | |
| Autres Immobilisations incorporelles | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Constructions installations générales | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | | |
| Installations générales, agencements et divers | | | |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Avances et acomptes | | | |
| Total des immobilisations corporelles | | | |
| Participations et mises en équivalence | | | |
| Autres participations | | | 10 844 893 |
| Autres titres immobilisés | | | 100 |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | |
| Total des immobilisations financières | | | 10 844 993 |
| TOTAL | | | 10 844 993 |

## Diminutions

| Rubriques | Diminutions par virement | Diminutions par cessions mises hors-service | Valeur brute fin d'exercice | Réévaluations légales |
|---|---|---|---|---|
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | | | |
| Installations générales, agencements et divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Total des immobilisations corporelles | | | | |
| Participations et mises en équivalence | | | | |
| Autres participations | | | 10 844 893 | |
| Autres titres immobilisés | | | 100 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | |
| Total des immobilisations financières | | | 10 844 993 | |
| TOTAL | | | 10 844 993 | |

# AMORTISSEMENTS

## Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|---|---|---|---|---|
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Terrains<br>Constructions sur sol propre<br>Constructions sur sol d'autrui<br>Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions<br>Installations techniques, matériel et outillage industriels<br>Inst générales, agencements et divers<br>Matériel de transport<br>Mat de bureau et informatique, mobilier<br>Emballages récupérables et divers | | | | |
| Total immobilisations corporelles | | | | |
| TOTAL | | | | |

## Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

| | Dotations | | | Reprises | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rubriques | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amortissement fiscal exceptionnels | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amortissement fiscal exceptionnel | Mouvement net amortissements à la fin de l'exercice |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Constructions installations gales | | | | | | | |
| Inst techniques et outil. indust. | | | | | | | |
| Inst gales, agencements et divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Mat de bureau, infor. et mobilier | | | | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | | |
| Total des ventilations immos. | | | | | | | |
| Frais d'acquisition de titres de participation | 4 165 | | | | | | 4 165 |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **4 165** | | | | | | **4 165** |
| **TOTAL DES DOTATIONS** | **4 165** | **TOTAL DES REPRISES** | | | **DOTATIONS - REPRISES** | | |

## Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|---|---|---|---|---|
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

# ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

## Etat des créances

| Rubriques | | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|---|---|---|---|
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| **Total de l'actif immobilisé** | | | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | | |
| Autres créances clients | | 56 827 | 56 827 | |
| Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | | |
| Etat – Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Etat – Taxe sur la valeur ajoutée | | 18 626 | 18 626 | |
| Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | | |
| Etat – Divers | | | | |
| Groupes et associés | | | | |
| Débiteurs divers | | | | |
| **Total de l'actif circulant** | | 75 452 | 75 452 | |
| **Charges constatées d'avance** | | | | |
| **TOTAL** | | **75 452** | **75 452** | |

## Etat des dettes

| Rubriques | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Auprès des organismes de crédit : | | | | |
| - à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | 3 761 137 | 889 708 | 1 914 286 | 957 143 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 4 066 | 4 066 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 7 169 | 7 169 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 21 676 | 21 676 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 2 955 | 2 955 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 11 788 | 11 788 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 522 | 522 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| **TOTAL** | **3 809 313** | **937 884** | **1 914 286** | **957 143** |

# FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Détails (Renseignements concernant les filiales) | Capital social | Réserves et report à nouveau | Quote-part du capital détenu en % | Valeur brute des titres détenus | Valeur nette des titres détenus |
|---|---|---|---|---|---|
| A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations | | | | | |
| - Filiales (plus de 50% du capital détenu) | | | | | |
| AB KORP | 260 000 | 61 409 | 100 | 10 844 853 | 10 844 853 |
| - Participations (10 à 50 % du capital détenu) | | | | | |
| B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations | | | | | |
| - Filiales non reprises en A: | | | | | |
| a) Françaises | | | | | |
| b) Etrangères | | | | | |
| - Participations non reprises en A: | | | | | |
| a) Françaises | | | | | |
| b) Etrangères | | | | | |

Suite...

| Détails (Renseignements concernant les filiales) | Prêts et avances consentis par la Sté | Cautions et avals donnés par la Sté | C.A. H.T. du dernier exercice clos | Résultat du dernier exercice clos | Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex |
|---|---|---|---|---|---|
| **A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations** | | | | | |
| **- Filiales (plus de 50% du capital détenu)** | | | | | |
| AB KORP | Néant | Néant | 1 835 794 | 713 953 | 900 000 |
| **- Participations (10 à 50 % du capital détenu)** | | | | | |
| **B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations** | | | | | |
| **- Filiales non reprises en A:** | | | | | |
| **a) Françaises** | | | | | |
| **b) Etrangères** | | | | | |
| **- Participations non reprises en A:** | | | | | |
| **a) Françaises** | | | | | |
| **b) Etrangères** | | | | | |

# CAPITAL SOCIAL

## Composition du capital social

| Catégories de parts ou d'actions | En début d'exercice | Créées pendant l'exercice | Remboursées pendant l'exercice | A la clôture d'exercice | Valeur nominale |
|---|---|---|---|---|---|
| 1- Actions ordinaires | | 6 316 158 | | 6 316 158 | 1 |
| 2- Actions amorties | | | | | |
| 3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote) | | | | | |
| 4- Actions préférentielles | | 18 730 | | 18 730 | 1 |
| 5- Parts sociales | | | | | |
| 6- Certificats d'investissements | | | | | |
| TOTAL | | 6 334 888 | | 6 334 888 | 1 |

## Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)

| Catégories | Nombre | Valeur nominale | Droits conférés |
|---|---|---|---|
| 1- Actions ordinaires | | | |
| 2- Actions amorties | | | |
| 3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote) | | | |
| 4- Actions préférentielles | | | |
| 5- Parts sociales | | | |
| 6- Certificats d'investissements | | | |